

Tous Concernés !

Faites un don pour la recherche
sur cancerdusein.org



Le Cancer
du Sein,
Parlons-en !

Association Le Cancer du Sein, **Parlons-en !**

MEMBRES FONDATEURS : MARIE CLAIRE - ESTÉE LAUDER COMPANIES

LE JOURNAL TOULOUSAIN

JT

MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9
L'IMMOBILIER
À TOULOUSE,
PAS SI CHER
POUR UNE MÉTROPOLE

Politique p.11
MOBILITÉ RÉGIONALE :
MAJORITÉ ET OPPOSITION
NE SONT PAS
SUR LA MÊME VOIE

Vivre avec UN TROUBLE DYS

L'hedbo falice à rille



© Franck Alix / JT

JEUDI 04 > 10 OCTOBRE 2018 · N° 808

R 29141 - 0808 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UN HANDICAP...

... invisible



On a découvert la dyslexie de mon fils au moment de son entrée au collège. Au début, les gens pensaient qu'on essayait de trouver des excuses aux difficultés de notre enfant. Les professeurs étaient réticents à mettre en place des choses spécifiques pour lui. Et nous-mêmes ne savions pas comment réagir. J'avais l'impression d'un isolement complet. Il a fallu se renseigner sur cette anomalie des fonctions cognitives, dont on ne connaît pas trop l'origine. Concrètement, mon fils savait ce qu'il avait à faire mais il n'y parvenait pas. Cela engendrait beaucoup de frustration, surtout quand on entend tout le temps : "Si tu veux, tu peux". C'est une sorte de cercle infernal car les difficultés scolaires s'accompagnent de troubles du comportement, avec de la démotivation, de la fatigue, de la maladresse, un manque d'autonomie et, du coup, une certaine tendance à se renfermer. Mais nous n'avons pas lâché et, petit à petit, nous avons réussi à faire reconnaître sa spécificité et à mettre en place un accompagnement. Une fois la situation digérée, on sait que l'on s'engage dans un parcours du combattant qui nécessite beaucoup d'énergie et de temps, mais on voit les progrès. En passant deux fois plus de temps sur ses devoirs que ses camarades, mon fils a pu avoir une scolarité à peu près normale. Et l'année dernière, il a obtenu son bac avec mention. Nous savons très bien que d'autres difficultés l'attendent tout au long de sa vie, mais nous avons le sentiment qu'il est désormais préparé à faire face. Ce qui n'est pas le cas de tous les enfants dys.



Chantal, mère d'un enfant dyslexique

TOUT ÉQUIPÉ, TOUT INCLUS, TOUT DE SUITE.⁽¹⁾

Renault TRAFIC GRAND CONFORT

À PARTIR DE

249 € HT/MOIS⁽²⁾

LLD SUR 48 MOIS/100 000 KM
1^{er} LOYER DE 2 852 € HT⁽²⁾
SOUS CONDITION DE REPRISE

AVEC
**EASY
LOC** Pro+



1 LOYER OFFERT⁽³⁾

du 1^{er} au 10 octobre pendant

LES JOURS BOOSTER RENAULT PRO+

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TRAFIC FG GRAND CONFORT L1H1 1000 DCI 120 AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE, PACK EXTRA R-LINK, PACK VISIBILITÉ ET PORTE LATÉRALE GAUCHE COULISSANTE À 262 € HT/MOIS, APRÈS UN 1^{er} LOYER DE 2 933 € HT, SOUS CONDITION DE REPRISE.⁽⁴⁾

(1) Dans la limite des 1 800 Renault TRAFIC GRAND CONFORT en stock dans le réseau Renault. (2) Exemple de Location Longue Durée Maintenance sur 48 mois et 100 000 km pour un Trafic Fg Grand Confort L1H1 1000 DCI 120 neuf avec Pack Extra R-Link et Pack Visibilité, soit un premier loyer majoré de 2 851,97 € HT et 47 loyers de 248,99 € HT comprenant l'entretien, le remplacement de 6 pneumatiques tout temps, l'assistance au véhicule et aux personnes, la garantie Secure et le véhicule de remplacement option confort, selon barème et conditions contractuelles à disposition dans le réseau. Sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 4 ans. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de dépréciation du véhicule et des kilomètres supplémentaires. (3/4) Sous réserve de l'étude du dossier par Diac Location SA, société de location et intermédiaire d'assurances au capital de 29 240 988 €, siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - Siren 329 892 368 RCS Bobigny, N° Orias : 07 004 967 (www.orias.fr). Les pneumatiques, le véhicule de remplacement et la garantie Secure (Garantie Chiffre d'affaires) sont des prestations optionnelles. Assistance et véhicule de remplacement souscrits par Diac Location auprès d'Axa Assistance France Assurances, SA au capital de 24 099 560,20 € - société d'assistance régie par le code des assurances - SIREN 451 392 724 RCS Nanterre - 6 rue André Gide 92320 Châtillon, dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 61 rue Taitbout 75009 Paris. Garantie Secure : assurance facultative souscrite par Diac Location auprès de RC Insurance Ltd, sis au Level 3, Mercury Tower, The Exchange Financial & Business Centre, Triq. Ela Zammit, St. Julian's STJ 3155, Malte, compagnie d'assurance enregistrée au Registre des sociétés de Malte sous le numéro C45786 et autorisée à mener son activité par l'Autorité des services financiers de Malte, Notabile Road, Attard BKR 3000, Malte (MFSA). Offres valables du 01/10/2018 au 30/11/2018, non cumulables, réservées aux entreprises (hors loueurs, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), dans les points de vente participants. Intermédiaires non exclusifs. (3) Pour tout contrat de LLD signé dans le cadre de cette offre, du 1^{er} au 10/10/2018, remboursement par chèque d'un loyer non majoré dans la limite de 249 €, dans les 3 mois au plus tard de la livraison du véhicule et pour une livraison intervenant avant le 31/12/2018. *Easy Loc Pro+ est une marque désignant une offre de Location Longue Durée Diac Location.

3 COMPRENDRE

DYSPOSITIF. Trop souvent, des accrocs de lecture ou des mots mal orthographiés suffisent à qualifier quelqu'un de dyslexique. Pourtant, la réalité des troubles cognitifs est bien plus compliquée qu'une propension à inverser les syllabes. Grâce au travail d'acteurs associatifs, de parents, d'enseignants et de professionnels de santé, ces handicaps invisibles qui perturbent l'apprentissage sont de mieux en mieux reconnus et pris en charge. À l'occasion de la 12e Journée nationale des dys, le JT décrypte les avancées qui leur simplifient la vie.



Jt

VIVRE un

« **O**n naît dys et on le reste toute sa vie. Entre temps, on acquiert des stratégies pour compenser », prévient

Laetitia Branciard, vice-présidente de l'Association des parents d'enfants dyslexiques (Ape-dys Midi-Pyrénées) ainsi que de la Fédération française des dys (FFDys), pour souligner le caractère si singulier de ces situations regroupées sous le terme de troubles spécifiques du langage et des apprentissages. Les troubles dys ont en effet le double désavantage de n'être ni des maladies – on ne les guérit pas – ni des handicaps visibles, même si la loi de 2005 intègre ces dysfonctionnements cognitifs dans la définition du handicap. « De

« Ces troubles relevaient auparavant du champ de la psychanalyse »

plus, les situations sont très variées selon les différents types de dys et leur intensité », poursuit Laetitia Branciard. Ainsi, il en existe trois grandes familles : dyslexie, dyspraxie et dysphasie (voir infographie), induisant

chacune des manifestations spécifiques comme la dysorthographe, la dyscalculie ou la dysgraphie. Des cas rarement isolés les uns des autres, puisque les dysphasiques sont par exemple souvent atteints de dyslexie et les dyslexiques ont généralement une part de dyspraxie...

Face à cette multiplicité, chacun trouve sa propre manière de

contourner les difficultés avec l'aide de professionnels : orthophonistes, ergothérapeutes, psychomotriciens... La reconnaissance en tant que handicap a par ailleurs ouvert la possibilité de bénéficier d'allocations mais aussi de Parcours d'accompagnement personnalisé (PAP) ou de Projets de personnalisation de scolarisation (PPS).

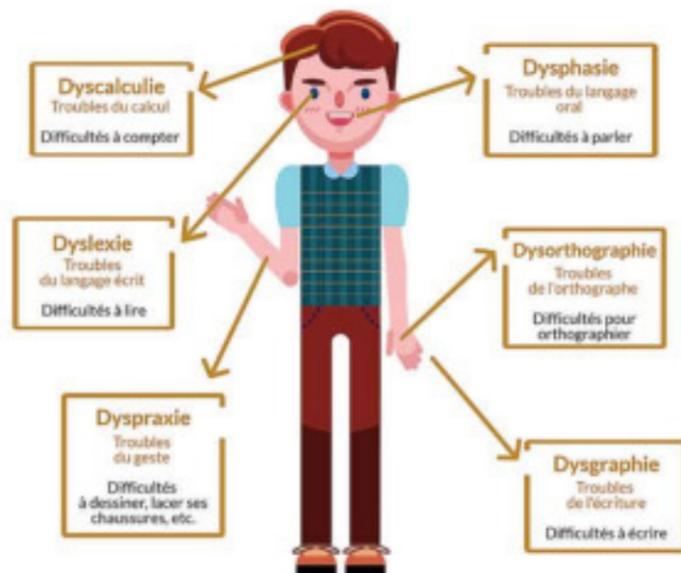
Sur le papier, tout est donc en place pour une prise en charge efficace. C'est l'application sur le terrain qui pêche. Et en premier lieu lors de la phase cruciale du diagnostic. Les dépistages nécessitent en effet un bilan pluridisciplinaire complet mais certaines consultations ne sont pas remboursées. Surtout, la demande est supérieure à l'offre, en particulier dans les territoires qualifiés de déserts médicaux. Quant aux



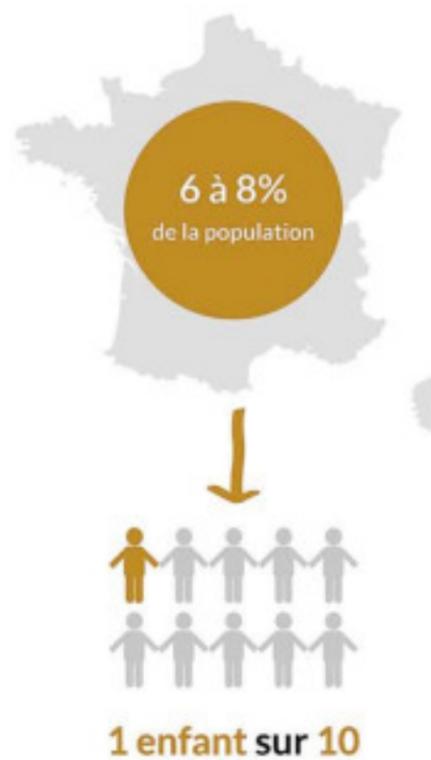
© Pan Xiaozhen

Les troubles dys, c'est quoi ?

Dys en Grec = Difficile



Les personnes touchées par un trouble dys en France



Jt

AVEC trouble dys

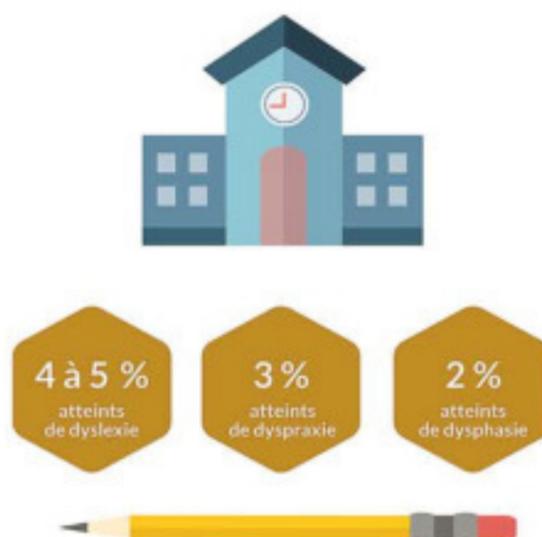
centres référents des troubles du langage, comme celui de Purpan à Toulouse, les délais d'attente y sont souvent d'au moins un an. « C'est un gros problème car, pour autoriser des aménagements lors des examens, l'Éducation nationale exige des bilans de moins de trois ans. À cause de cela, de nombreux jeunes ne peuvent pas montrer leurs compétences, alors que s'ils avaient été aveugles, il n'y aurait pas de souci », témoigne la vice-présidente de la FFDys. Si cette dernière reconnaît les efforts de l'administration scolaire envers les dys, certains professeurs continuent d'ignorer la particularité de ces élèves. Un problème de formation selon la Fédération des dys, qui soutient l'idée que la scolarisation des enfants en situation de handicap doit être intégrée dans le concours d'enseignement. L'enjeu

est de taille car, en cas de non prise en charge, les troubles dys peuvent s'accompagner de problèmes sociaux parfois sévères. « Les choses avancent. Notamment grâce aux neurosciences, alors que ces troubles relevaient auparavant du champ de la psychanalyse, avec des effets désastreux. Nous sommes au début des recherches sur le cerveau », observe Laetitia Branciard. Le développement des outils technologiques suscite aussi de l'espoir. Mais, quoi qu'il arrive, un dys devra toujours travailler quatre fois plus qu'une autre personne.

« On naît dys et on le reste toute sa vie »

Nicolas Mathé ✍

Les troubles chez les élèves d'une classe d'âge



Source : Fédération française des dys (FFDys), HopToys.

À L'ÉCOLE *du dix sur dys*

CARTABLE. L'école Fourio à Launac, près de Toulouse, est l'une des rares en France à être spécifiquement dédiée aux enfants atteints de troubles dys. Du CP au CM2, les élèves profitent pleinement de cette alternative qui leur offre la possibilité d'apprendre à leur rythme, dans un environnement adapté.

Jt



Village de 1 500 habitants à une trentaine de kilomètres au Nord-Ouest de Toulouse, Launac possède la particularité d'avoir deux écoles primaires. L'une publique, au cœur du bourg, l'autre privée, 100 mètres plus loin, à la sortie de la commune. Créée en 2009 par l'association Système Dys, l'école Fourio accueille des enfants atteints de troubles dys. Seulement une dizaine d'établissements de ce genre existent en France. Mais à l'heure de la pause matinale, le brouhaha est le même partout. Dans le parc arboré de l'école Fourio qui fait office de cour de récréation, l'universelle partie de foot est stoppée par Noé, désigné pour sonner la cloche.

La quarantaine d'élèves se met en rang le long de la magnifique bâtisse. En entrant, ils troquent leurs chaussures contre des chaussons et se dirigent vers l'une des quatre classes, toutes identifiées par couleur et gérées par des enseignants formés aux troubles dys. « Quand ils arrivent ici après avoir été diagnostiqués par des professionnels, les enfants passent un test pédagogique pour déterminer leur niveau et dans quel groupe ils commenceront l'année », précise Caroline Delattre, fondatrice et directrice de l'établissement. L'enseignante précède ses 10 élèves dans la classe bleue. Chacun prend place derrière un pupitre individuel inclinable. « Cette semaine, le matin, c'est... » « Mathématiques ! » répondent en chœur les enfants. Au programme : une leçon sur les droites. À première vue, rien n'indique les troubles dont souffrent ces écoliers. Comme dans toute classe, il y a celui qui lève systématiquement le doigt, désespérant qu'on lui donne

parole. Au fond, près de la fenêtre, il y a aussi celui qui se balance sur sa chaise, à priori plus concentré à faire rire ses camarades qu'à écouter. Sur son cahier, Mathéo enchaîne les exercices à toute vitesse et en redemande à chaque fois. Gabin, lui, traîne ses pantoufles jusqu'au tableau à la demande de la maîtresse. Malgré quelques approximations, ses réponses attestent d'une attention plus poussée qu'il n'y paraît. La séquence se conclut par une chorégraphie. En

« Ces enfants sont tout aussi intelligents que les autres, ils n'ont juste pas la même logique »

rythme, la classe mime des parenthèses en arrondissant les bras, puis des ciseaux, afin de récapituler les différences entre droites, segments, et demi-droites. « Nous utilisons une méthode plurisensorielle, car un enfant dys fonctionne beaucoup par images. Le but est de rendre l'enseignement le plus concret possible », explique Caroline Delattre. Après la géométrie, place aux nombres. Les enfants

chantent la suite des dizaines jusqu'à mille avant de se relayer au tableau pour se concentrer sur la famille des 70 qui, comme celle des 90, pose particulièrement problème aux dys.

Avec des effectifs réduits, l'école Fourio peut adapter le rythme de travail aux besoins de chaque enfant. Elle dispose aussi d'un matériel spécifique : ordinateurs pour les dyspraxiques, guides-doigt, objets à manipuler pour comprendre des notions abstraites comme les divisions... Les cours, eux, sont systématiquement illustrés avec des pictogrammes et disponibles en format mp3.

C'est en hommage à ses parents et à leur combat pour que leurs trois filles atteintes de troubles dys s'en sortent que Caroline Delattre a créé l'association Système Dys, qui propose également des stages et des cours de soutien jusqu'au bac. Devenue statisticienne tout en étant dyscalculique, l'enseignante a voulu offrir aux dys un environnement adapté. « Ces enfants sont tout aussi intelligents que les autres, ils n'ont juste pas la même logique », assure-telle.



© Franck Aïx / JT

Ayant délibérément choisi le statut d'école privée hors contrat, offrant ainsi plus de liberté pédagogique, l'école affiche un tarif de 350 euros par mois. Le programme est le même que celui de l'Éducation nationale et, pour rentrer en sixième, les élèves passent un

« Un enfant dys fonctionne beaucoup par images »

examen de vérification des connaissances qu'ils obtiennent en grande majorité. « Un enfant dys peut tout à fait réussir sa scolarité dans les écoles classiques mais cela dépend de beaucoup de critères. Il faut sans cesse réexpliquer aux

nouveaux professeurs, aux nouveaux auxiliaires de vie scolaire. Cela demande énormément d'énergie », développe Caroline Delattre.

En classe, la session matinale se termine par l'écriture des devoirs. Circulant librement, plusieurs élèves proposent spontanément leur aide à ceux qui ont plus de difficultés pour les noter sur leurs agendas. La maîtresse passe dans les rangs pour une dernière vérification. « Avant d'arriver ici, certains élèves avaient manifesté une vraie phobie de l'école. Cela peut parfois être très long mais ils finissent généralement par reprendre du plaisir à apprendre. Nous sommes une passerelle. »

Nicolas Mathé ✍

LA TÊTE D'AMPOULE

DIAGNOSTIQUER au plus tôt

RADAR. Comment différencier un trouble du langage et des apprentissages d'un simple retard scolaire ? Comment les professionnels de santé posent-ils leur diagnostic ? Les réponses d'Aurélie Iché, orthophoniste libérale à Toulouse et présidente de l'Association prévention en orthophonie 31.

Une première séance d'orthophonie chez Aurélie Iché dure deux heures. Le temps d'établir le bilan du patient, prescrit par son médecin. Cela commence par un entretien, en présence des parents, pour que cette orthophoniste connaisse l'histoire, le mode de vie, les retards constatés, les antécédents médicaux et ceux des frères et sœurs de l'enfant. Elle peut ainsi détecter une éventuelle cause pathologique à ses symptômes. Par exemple, « un trouble de l'écriture peut être la conséquence d'une déficience auditive et non pas d'une dyslexie », avertit Aurélie Iché. La praticienne consulte également les bilans déjà réalisés, qu'ils soient psychomoteur, ophtalmologique ou orthoptique. Vient ensuite une phase de tests, effectués dans la mesure du possible sans la présence des parents pour qu'ils n'influent pas sur les résultats. Il s'agit alors, par des exercices standardisés, de « mesurer l'attention auditive ou visuelle, la mémoire de travail, verbale ou immédiate, la capacité à reconnaître une image ou un son, à se repérer dans le temps et l'espace, etc. » Une épreuve consiste à répéter des mots, simples ou compliqués, une autre à identifier des syllabes ou des rimes, à décoder des termes qui n'existent pas, ou à lire un texte sans signification. « La qualité et la rapidité des réponses nous indiquent quels sont les déficits du patient et nous permettent de poser le diagnostic », explique Aurélie Iché. Pour ce faire, l'orthophoniste s'appuie sur des barèmes associés à chacun des tests, qui précisent où se trouve la norme et où commence le trouble. Des résultats qu'elle pondère ensuite, prenant en considération le comportement, les antécédents ou le quotient intellectuel : « Lorsqu'un enfant a un haut potentiel, il a tendance à davantage compenser son handicap et présente un niveau pathologique moins élevé qu'il ne l'est en réalité. » À l'heure de son compte-rendu, la praticienne pose un diagnostic de retard d'acquisition, qu'une rééducation pourra combler, ou bien de trouble spécifique (dysphasie, dyslexie, dysorthographe ou dyspraxie), pour lequel il faudra mettre en place des moyens de compensation sur le long terme.

Certains cas échappent au dépistage. Parmi ses patients, Aurélie Iché compte ainsi « de jeunes adultes qui se sont écroulés en arrivant à la fac, ou des cadres de grandes entreprises qui cachent leurs problèmes d'orthographe ». Des dyslexiques non diagnostiqués qui gardent les séquelles de leur trouble : certains confondent les lettres m et n, p et q, ou les sons pe et be, d'autres écrivent les chiffres en miroir, à l'envers... Autant de marqueurs, de signes qui ne trompent pas. Présidente de l'Association prévention en orthophonie 31, Aurélie Iché intervient régulièrement auprès d'enseignants pour les aider à repérer les pathologies du langage ou de la communication : « De plus en plus sensibilisés, ils ont désormais le réflexe de demander un bilan dès qu'ils ont un doute », partant du principe que plus un dys est diagnostiqué tôt, mieux il sera pris en charge.

Philippe Salvador ✍

AURÉLIE ICHÉ

> Orthophoniste libérale à Toulouse, elle est également présidente de l'Association prévention en orthophonie 31, qui sensibilise les enseignants et les parents à la détection des troubles spécifiques du langage et de l'apprentissage.



Jt



Leur donner LE PLAISIR DE LIRE...

Appidys est une application qui aide les dys à lire. Une fois téléchargée, dans l'idéal sur une tablette, elle devient un véritable livre numérique, avec des pages qui se tournent, des chapitres qui se suivent et des illustrations qui ouvrent les portes de l'imaginaire : « *Ce n'est pas un outil à usage scolaire mais un moyen de ressentir du plaisir à la lecture* », résume Isabelle Desprez, à l'origine de ce projet. Journaliste à Toulouse dans l'édition jeunesse, elle n'y trouvait pas d'histoires correspondant à la fois à l'âge et au niveau de lecture de son fils, diagnostiqué dysorthographique sévère : « *Je ne pourrai malheureusement pas toujours être là pour lui et je veux qu'il puisse avoir accès à la lecture sans moi. En lui donnant le goût de lire, je l'autonomise un peu plus.* » Un accompagnant est souvent nécessaire pour débiter le livre, puis l'application prend le relais,



en soulignant les mots ou en les épelant si l'on clique dessus. Taille de texte, interligne, inter-mot, couleur de surbrillance, vitesse de lecture... Autant de paramètres qui s'adaptent aux handicaps. Lancée il y a deux ans et récompensée par plusieurs prix, Appidys est le fruit de la collaboration d'orthophonistes, d'ergothérapeutes et d'enseignants, tous bénévoles. L'application propose une trentaine de livres numériques illustrés, des adaptations d'ouvrages existants ou des textes originaux, qui comptent déjà plus de 1 600 lecteurs. Dont le fils d'Isabelle Desprez, aujourd'hui adolescent, qui « *souhaite travailler dans l'audiovisuel. Il veut devenir réalisateur de films, pour, lui aussi, écrire des histoires* », conclut la journaliste.

Philippe Salvador 
appidys.com 

Jt

UNE COLLECTION de livres originaux

Mêlant savoirs scientifiques et création artistique, Colibri est une collection initiée par les éditions Belin qui propose des ouvrages jeunesse dédiés aux enfants dyslexiques. Pour leur rendre la lecture accessible, Marie Mazas, la directrice de collection, a sollicité deux chercheuses toulousaines afin qu'elles élaborent une charte basée sur des recommandations psycholinguistiques. Une trentaine de titres ont déjà été réalisés par des auteurs réputés et sont désormais disponibles en version numérique, avec plusieurs fonctionnalités pour faciliter la compréhension.

 belin-education.com/colibri



DES FONDS pour tous les publics

Dans son catalogue, la bibliothèque de Toulouse propose 6 000 livres sonores pour les adultes et 1 700 pour les enfants, ainsi que des ouvrages composés de grands caractères. Il est également possible d'emprunter des cédéroms d'aide à l'apprentissage de la lecture ou des imagiers interactifs. Et de télécharger des applications pour adapter un texte selon ses besoins ou bénéficier d'une synthèse vocale. La médiathèque José Cabanis organise par ailleurs des "Rendez-vous Dys" les jeudis de 15 h à 17 h sur son pôle L'Œil et la Lettre.

DES MANUELS SCOLAIRES adaptés

Bookin est une association de passionnés de l'accessibilité numérique qui adaptent des manuels scolaires (au format PDF) pour les personnes confrontées à des Troubles spécifiques du langage et des apprentissages. Une fois téléchargés, il est alors possible de faire lire les livres par une synthèse vocale ou de modifier leur mise en page à sa guise. Certificat médical à l'appui, ce service est entièrement gratuit, d'où le succès qu'il rencontre depuis son lancement le mois dernier.

 bookinlu.wixsite.com





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

MEDIALEXIE, une suite de luxe

Parmi les outils numériques devenus indispensables aux dys, Medialexie est l'un des plus complets. Depuis douze ans, cette société aménage des postes de travail d'élèves confrontés à des troubles spécifiques du langage et des apprentissages. « Nos logiciels aident à comprendre et à restituer les savoirs. Mais ils ne doivent pas se transformer en béquille pour l'enfant. On bride leurs fonctionnalités pour qu'en aucun cas ils ne lui donnent une réponse ou un quelconque avantage sur ses camarades », révèle Abderrahman Brini, le président de Médialexie. C'est là toute la particularité de cette suite de programmes qui s'adapte strictement au système éducatif des pays qui l'utilisent (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, etc.)

Le transcrivoteur retranscrit les enregistrements vocaux, l'éditeur simplifie le traitement de texte, le formuleur permet de dicter une formule mathématique, le carto-

graphe transforme un texte en schéma... Une trentaine d'outils spécifiques sont disponibles à la vente. Le pack intégral en français, à 799 euros, n'est toutefois pas toujours pris en charge dans le cadre d'un Projet de personnalisation de scolarisation (PSS) : « Cela dépend de la politique de chaque Maison départementale des personnes handicapées. Si le Nord ou les Bouches-du-Rhône équipent bien leurs élèves, c'est loin d'être le cas ailleurs. Pour pallier la carence de l'Éducation nationale, nous avons mis en place un système de location de nos logiciels », indique l'entrepreneur. Les mises à jour, gratuites, intègrent les recommandations de chacun des acteurs concernés : élèves, parents, enseignants, inspecteurs d'académie ou professionnels de santé. La société propose également ses services aux collectivités et aux entreprises. Ces deux dernières années, elle a ainsi aménagé des postes pour le Grand Lyon, EDF ou Michelin : « Nous installons les mêmes logiciels que ceux destinés aux élèves, mais dans une version entièrement débridée, de manière à fournir à l'employé un maximum d'efficacité de travail », conclut Abderrahman Brini.

Philippe Salvador ✍



Jt

PORTES OUVERTES DU 12 AU 15 OCTOBRE*

ON N'A PAS INVENTÉ LA FAMILLE,
MAIS LA VOITURE QUI VA AVEC.



NOUVEAU
CITROËN BERLINGO
PAR LE CRÉATEUR DU LUDOSPACE



Modutop®**
Jusqu'à 1 050 l
de volume de coffre**
19 aides à la conduite**
2 longueurs en 5 & 7 places**
4 technologies de connectivité**
Lunette arrière ouvrante**
3 sièges arrière individuels
et escamotables**

À PARTIR DE
199€/MOIS⁽¹⁾
SANS CONDITION,
LLD 36 MOIS/30 000 KM
APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 2 700 €
3 ANS OFFERTS :
ENTRETIEN, GARANTIE



INSPIRED
BY YOU

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau Citroën Berlingo Taille M PureTech 110 565 BVM6 Shine avec options Accès et démarrage mains libres, Pack Enfant, Pack Park Assist, Ambiance Wild Green avec Pack XTR et peinture sacrée (324 €/mois après un 1^{er} loyer de 3 000 € selon les conditions de l'offre détaillée ci-après). (1) Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km d'un Nouveau Citroën Berlingo Taille M PureTech 110 565 BVM6 Live neuf, hors option; soit un 1^{er} loyer de 2 700 € puis 35 loyers de 199 € incluant l'assurance, l'entretien de garantie et l'entretien offerts pour 36 mois et 30 000 km au 1^{er} des deux termes éché. Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulable, valable jusqu'au 30/10/18, réservée aux particuliers, dans le réseau Citroën participant et sous réserve d'acceptation du dossier par CREDITPAR/PSA Finance France, locataire gérant de CLV. SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 92623 Garches Cedex. *Selon autorisation préfectorale. **De série, en option ou non disponible selon les versions. †Détails sur citroen.fr.

CONSUMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU CITROËN BERLINGO : DE 4,1 À 5,5 L/100 KM ET DE 108 À 125 G/KM.

GRAND ANGLE

TOULOUSE PAS SI CHÈRE... pour une métropole !

PROPRIO. Mardi 2 octobre, la chambre interdépartementale des notaires de la Haute-Garonne a publié le bilan du marché de l'immobilier pour 2018. Bien que moins sensible à l'envolée des prix propre aux métropoles françaises, Toulouse confirme les chiffres record de 2017 et voit émerger le marché hyperspéculatif des parkings.

Chez les professionnels de l'immobilier, la tendance est d'abord à la satisfaction avec deux années successives de performances inédites. Ainsi, l'année 2018 confirme les records de 2017, que ce soit en termes de volume ou de montant des transactions. Comme l'an passé, ce sont autour de 25 000 biens qui se sont échangés en Haute-Garonne, à un prix médian au mètre carré de 2 410 euros pour de l'ancien (2610 à Toulouse) et 3 850 euros pour du neuf (4 000 à Toulouse).

Pour une maison ancienne, le prix de vente s'est stabilisé autour de 235 000 euros dans le département et autour de 168 000 euros en Occitanie. Ces résultats peuvent notamment s'interpréter par des taux d'intérêt favorables. Dans l'ensemble, la Haute-Garonne, soumise à l'influence de Toulouse, se situe donc nettement au-dessus des valeurs moyennes nationales (160 000 euros). En revanche, on constate une grande diversité des prix en périphérie de la métropole. Ceux-ci peuvent grimper à plus de 300 000 euros à Balma, à Castanet-Tolosan et à Tournefeuille et descendre jusqu'à 107 000 euros dans le Comminges.

Si la région Occitanie, qui bénéficie également de l'effet locomotive de sa capitale, se situe dans la moyenne,



Toulouse garde globalement la tête froide. En effet, la quatrième métropole du pays se situe au 6^e rang national (hors Île-de-France) dans le classement des prix immobiliers.

« Toulouse souffre peu de la flambée des prix provoquée par de riches acquéreurs nationaux ou étrangers comme à Nice ou Bordeaux qui, en quelques années, vient de grimper à la 1^{ère} place (hors Île-de-France) en termes de prix du mètre carré », analyse maître Philippe Pailhes, président de la

« Les acheteurs font de plus en plus le choix de réduire les surfaces de leurs biens. »

chambre interdépartementale des notaires.

Il faut tout de même déboursier autour de 300 000 euros pour espérer devenir propriétaire d'une maison dans la Ville rose. Cinq quartiers de l'hypercentre, Saint-Georges, Saint-Étienne, les Chalets, les Carmes et Saint-Aubin, franchissent même la barre des 4 000 euros le mètre carré. « Pour accéder à la propriété, les acheteurs font de plus en plus le choix de réduire les surfaces de leurs biens », constate le juriste. Que ce soit dans le centre, comme au Capitole ou dans la première couronne, où la majorité des terrains à bâtir vendus est passée de plus

de 2 000 m² à parfois moins de 400 m² en dix ans. En centre-ville, le phénomène le plus remarquable est celui de l'émergence du marché des places de parking. Un secteur encore méconnu mais dynamique, hyperspéculatif et exorbitant. Il faut en effet compter entre 15 000 et 20 000 euros pour un garage, avec des ventes qui se concluent déjà autour de 35 000 euros, dans le quartier des Carmes.

L'année 2018 est donc globalement une période de consolidation mais ces chiffres n'offrent pas de garanties pour 2019. « Le prélèvement à la source, un ralentissement après deux années de performance, de l'attente sur la politique fiscale ou le relèvement des taux directeurs américains peuvent provoquer une conjonction de facteurs moins positifs », relativise maître Philippe Pailhes.

Nicolas Belaubre

À LA LOUPE



RECYCLAGE : L'Occitanie sérieuse en la matière

TRI. Citeo a dévoilé les chiffres clés du tri et du recyclage pour l'année 2017 en Occitanie ainsi que son plan pour développer ce geste citoyen dans les prochaines années. Si la région fait figure de bon élève au niveau national, la Haute-Garonne est à la traîne.

Selon les chiffres annoncés par Citeo, la société en charge de la collecte du tri et du recyclage en Occitanie, chaque habitant de la région a trié en moyenne 72,6 kg d'emballages ménagers et de papiers, ce qui représente une progression de 2,7% par rapport à l'année précédente et place le territoire 3 points au-dessus de la moyenne nationale. Si l'on peut se féliciter de cette hausse, ces valeurs sont à mettre en perspective avec celles de l'agence nationale de l'environnement, l'Ademe, qui estimait en 2016 la production annuelle d'ordures ménagères et assimilables à approximativement 600 kg par habitant.

En matière de tri, la Haute-Garonne se positionne en dessous de la

moyenne nationale (69,7 kg) avec 60,6 kg par habitant. Il reste donc de gros efforts à faire pour atteindre l'objectif de 100% de déchets plastiques recyclés en 2025, annoncé par le Premier ministre Édouard Philippe. D'ici à 2022, l'ambition pour la Région est que 100% des Occitaniens puissent trier tous leurs emballages. Pour cela, la collectivité a élaboré avec Citeo un plan d'action visant à favoriser le tri en ville et développer le recyclage des emballages plastiques, tout en maîtrisant les coûts. Face au volume de déchets traités et pour élargir les types d'emballages plastiques triés, le choix a été fait de diminuer la fréquence des collectes – un million d'habitants pourraient être concernés par le passage à une collecte sélective tous les 15 jours – et de privilégier l'installation de bornes collectives plutôt qu'un système de ramassage en porte-à-porte. Ainsi, ce sont près de 520 000 habitants qui passeraient à un système de collecte de proximité.

Nicolas Belaubre

ET MAINTENANT ?

À quoi ressemblera TOULOUSE EN 2030 ?

PLANS. Toulouse continuera de grandir, c'est une certitude. Toute la question est de savoir comment. Si ce sont les politiques publiques menées qui en décideront, les architectes et urbanistes peuvent en dessiner les contours. Quelques pistes de réflexion pour faire de la Ville rose une métropole exemplaire.

Première ville de France pour sa croissance économique et pour le nombre d'emplois créés. En deuxième position dans le classement national des installations de start-up. Toulouse connaît une attractivité constante et reste la métropole où l'accroissement démographique est le plus fort de l'Hexagone. Au vu de ce constat, l'association Toulouse 2030 s'interroge : « Comment se dessine la ville de demain ? »

Présidée par Pierre Carli, également à la tête de la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées, Toulouse 2030 a ainsi demandé à des architectes et à des urbanistes de se pencher sur la question, pour en exposer leurs réflexions lors d'un forum qui aura lieu place du Capitole, du 12 au 14 octobre. Des considérations d'autant plus importantes que « Toulouse a vocation à devenir la troisième ville de France d'ici à 2030. Il faut donc prendre la mesure d'une telle expansion et surtout, la contrôler », anticipe Pierre Carli.

D'abord, il convient de faire un état des lieux, « une photographie de la ville aujourd'hui, pour s'apercevoir qu'elle ne cesse de s'étaler à cause des politiques publiques menées depuis 20 ans », constate Dominique Boudet, commissaire de l'exposition présentée lors du forum. Tout l'enjeu est donc d'imaginer comment juguler ce phénomène, comment densifier la ville de manière intelligente. « Car si l'on ne passe pas par cette option, la couronne de Tarbes et d'Albi finira par re-



joindre celle de Toulouse et l'on verra disparaître la couronne verte », commente-t-il.

Plusieurs projets, et donc hypothèses, seront présentés lors du forum. Les étudiants de l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse ont notamment travaillé, lors d'un workshop, sur la métamorphose de certains quartiers pour privilégier une densifi-

« L'avenir réside dans la transformation »

cation raisonnée. « L'avenir réside dans la transformation. Il ne faut pas chercher à raser pour reconstruire mais plutôt à réutiliser l'existant », affirme Dominique Boudet.

Ainsi, le devenir du quartier Brouardel (entre la place de l'Europe et le Canal du Midi) a été étudié. Mais aussi celui des Arènes, déstructuré par des excroissances immobilières qui rompent avec la tendance toulousaine, favorable aux constructions limitées en hauteur (5,64 mètres en moyenne). Dans le quartier du Chapitre, il serait envisageable d'amener des logements et y développer une économie de proximité. Quant au Canal du Midi, il pourrait devenir un facteur incont-

ournable de l'aménagement urbain. Des projets à découvrir lors de l'exposition.

Autant de transformations imaginées, qui peuvent augurer de la mutation de Toulouse d'ici à 2030. C'est pour en mesurer les enjeux que l'association organisatrice souhaite rendre le forum Toulouse 2030 accessible au plus grand nombre : « Ce sont les citoyens qui décideront de l'avenir de leur ville en désignant leur maire et donc la politique publique qui sera menée en la matière. Il est ainsi primordial qu'ils comprennent les métamorphoses de Toulouse », conclut Pierre Carli.

Séverine Sarrat ✍

ÇA BOUGE !

Mediacités crée sa plateforme de LANCEURS D'ALERTE

CONSCIENCE. Le journal en ligne d'investigation locale Mediacités permet aux citoyens de devenir des lanceurs d'alerte via sa nouvelle plateforme sécurisée.



Une arme supplémentaire pour dénoncer des abus : une plateforme en ligne baptisée Lanceur d'enquêtes. Créé par le journal d'investigation Mediacités, cet outil est entièrement sécurisé. Car la peur des représailles freine souvent la démarche des lanceurs d'alerte. Pourtant leurs informations ont permis de mettre à jour de nombreuses dérives (Panama papers ou maltraitance dans des maisons de retraite, pour les dernières en date). « Afin de les préserver, nous avons travaillé avec deux sociétés spécialistes de la sécurité informatique et de la protection des données personnelles », explique Jacques Trentesaux, cofondateur du média.

La plateforme Lanceur d'enquêtes offre ainsi la possibilité à tous de communiquer des informations ou des documents aux journalistes de Mediacités qui étudient les dossiers un à un avant de juger de leur pertinence, puis de les vérifier. Une étape indispensable pour se prémunir des actes de délation. « S'il s'avère que les faits dénoncés sont réels, nous déclencherons une enquête qui donnera lieu à une publication sur notre site Internet », précise Jacques Trentesaux.

« C'est un nouvel outil de contre-pouvoir extraordinaire, dans cette période où la démocratie est malade », affirme-t-il. Le moyen de mettre à jour des abus en tous genres pour les citoyens. Et une source de sujets supplémentaires pour les journalistes : « On estime à un tiers le nombre de nos enquêtes ouvertes suite à des informations émanant de lanceurs d'alerte. »

Séverine Sarrat ✍

POLITIC' PORTRAIT

Nadia BAKIRI

Femme
de combat

Conseillère régionale d'Occitanie, la présidente de la première commission à l'égalité femme-homme dotée d'un véritable budget au sein d'une Région est une militante de l'ombre, plus proche des associations de quartier que des tribunes.

Habituellement discrète dans les médias, Nadia Bakiri s'est prêtée à l'exercice du portrait avec un peu d'appréhension. Issue d'un milieu populaire, cette native de Fumel, dans le Lot-et-Garonne, puise son engagement dans son histoire familiale. « Tout est lié à mon passé. Ma grand-mère a fui l'Algérie avec ses enfants, juste après le cessez-le-feu en 1962. Ils se sont retrouvés dans le camp de Bias. Très vite, mon père a compris l'importance de l'éducation et le risque de l'entre-soi ou du communautarisme », raconte cette petite-fille de harki. « Les femmes de ma famille et de ma culture ont toujours été cantonnées dans des rôles et des postures de soumission. Mais mes parents nous ont élevées, mes sœurs et moi, pour être des femmes éclairées et réfléchies. C'est de là que vient mon investissement pour le droit des femmes. »

Après l'électrochoc de 2002 et la présence inattendue du Front national au second tour des présidentielles, c'est la candidature de Ségolène Royal aux primaires du Parti socialiste qui déclenche son engagement politique. « Son arrivée m'a donné envie de militer pour qu'une femme puisse prétendre à la présidence de la République. J'ai ressenti le même enthousiasme avec Carole Delga lors des élections régionales. Ce sont des femmes de la même trempe, au parcours exemplaire. Des modèles pour nous toutes. J'admire les femmes de combat », revendique cette militante féministe à la fidélité indéfectible envers sa présidente. Viscéralement opposée à l'extrême droite et sensible à toutes les formes d'injustice ou d'obscurantisme, elle livre ses batailles « auprès des associations qui luttent pour l'égalité et accompagnent les victimes de violences faites aux femmes. Il reste du travail à faire, évidemment auprès de la jeunesse, mais aussi au sein des assemblées politiques où l'on entend encore des propos sexistes, voire racistes ou insultants. Surtout dans les rangs de l'extrême droite », ajoute la conseillère régionale. Même si Nadia Bakiri envisage son engagement dans la durée, elle assure ne pas avoir de plan de carrière : « J'ai milité pendant dix ans avant d'être élue et mon combat continuera sur le terrain. Que ce soit dans un parti ou dans une association. »

Nicolas Belaubre ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

MOBILITÉ RÉGIONALE :
majorité et opposition
ne sont pas sur la même voie

TRANSPORTS. Alors que le Conseil régional pratique une politique volontariste pour devenir un territoire à énergie positive d'ici à 2050, en donnant la priorité à la mobilité multimodale, l'opposition l'accuse de céder à la pression de ses alliés écologistes.

« 360 millions d'euros pour le rail, 29 millions d'euros pour les routes ! » C'est ainsi que Christophe Rivenq, président du groupe d'opposition Union de la droite et du centre, résume la politique de la Région Occitanie en matière de mobilité. Pour lui, la majorité « mise sur le tout train alors que seules 65 000 personnes l'utilisent. À l'inverse, seulement 3 % du budget est consacré au réseau routier alors que 95 % de la population y circule. Trouvez l'erreur ! »

L'erreur, justement, « est de vouloir scinder les différents modes de déplacement », répond Jean-Luc Gibelin, vice-président de la Région Occitanie en charge des transports. « Nous souhaitons assurer un maillage total par la complémentarité du rail, de la route et de l'aéroportuaire, mais nous ne privilégions pas l'un au détriment de l'autre », explique-t-il. Ainsi, la collectivité a mis en place un nouveau réseau régional des transports publics, baptisé liO, pour organiser le réseau des TER et des cars interurbains. Tout en développant le ferroviaire, notamment parce que la Région s'est engagée à devenir la première de France à énergie positive d'ici 2050, et en misant donc sur les transports propres, elle soutient des programmes routiers comme l'autoroute Toulouse-Castres, alors même qu'il ne s'agit pas de sa compétence. « Nous ne fermons pas non plus la porte à une participation dans la construction de projets routiers induits par l'arrivée de la LGV, pour laquelle nous nous battons », indique l'élue, « à condition qu'ils soient cofinancés ».

Mais le groupe d'opposition estime que, s'il existe des investissements routiers effectués par la Région, ils



Christophe Rivenq (à gauche) et Jean-Luc Gibelin (à droite)

sont insuffisants. « L'Occitanie est ainsi faite qu'elle regorge de territoires ruraux reculés, où les habitants n'ont d'autres choix que d'utiliser leur voiture. Que dit-on à ces gens-là ? » lance Christophe Rivenq, rajoutant qu'il ne s'agit-là que d'une décision politique visant à satisfaire les alliés écologistes de Carole Delga, présidente du Conseil régional. Un argument aussitôt balayé par Jean-Luc Gibelin, qui rappelle que la collectivité ne peut intervenir sur l'entretien ou la construction des routes car ces sujets ne relèvent pas de sa responsabilité. Mais précise la réflexion menée en la matière : « Nous effectuons un gros travail en matière de carburant propre afin de proposer à ceux qui n'ont d'autres options que leur véhicule personnel de réduire leur impact environnemental. »

Car tout l'enjeu est là : permettre à tous de circuler tout en diminuant la pollution. Pour la Région, cela passe par une politique active en matière de transports propres. « Et c'est une conviction, non une soumission », conclut Jean-Luc Gibelin.

Séverine Sarraut ✍

NICOLAS TISSOT
claque la porte
du PS

« Pas de programme, pas de débat, pas d'idée », c'est en ces termes que Nicolas Tissot parle du Parti socialiste dont il vient d'annoncer son départ dans "La Dépêche du Midi". Cet ancien adjoint de Pierre Cohen, quand ce dernier était maire de Toulouse, s'avoue « déçu » par la ligne générale que suit désormais le PS. Il dénonce également le soutien à demi-mot de la fédération départementale à Claude Raynal dans la course à l'investiture socialiste pour les municipales toulousaines de 2020. Lui se rangera derrière la vice-présidente de Région Nadia Pellefigue... si elle décide de se présenter.

SORTIR

ORIGINES CONTRÔLÉES, l'art de débattre



SOCRATE. S'amuser, raisonner et débattre. C'est ce que promet chaque année le festival Origines Contrôlées. L'événement revient dans le quartier des Izards du 3 au 6 octobre pour une 15^e édition. Spectacles, concerts, temps de réflexions et échanges sur les quartiers populaires sont au programme.

« Il est capital de faire la fête, de se cultiver et d'écouter de la musique mais il est encore plus nécessaire de penser et d'échanger », affirme Bahija Kibou, chargée de projets de l'association Tactikollectif, qui organise le festival Origines Contrôlées. Du 3 au 6 octobre, ce grand rendez-vous annuel revient pour sa 15^e édition dans le quartier des Izards. Rencontres et débats s'entremêleront avec spectacles et concerts. Une particularité inscrite dans l'ADN de l'événement, qui conçoit chaque partie comme complémentaire l'une de l'autre. « Nous accordons une place tout aussi importante à la discussion et la réflexion qu'aux concerts. À travers la musique, nous pouvons avoir une analyse, un engagement ou un regard sur le monde. Et c'est justement durant les échanges que nous pouvons développer nos pensées. La musique permet de faire passer des messages autrement », argumente la chargée de projet.

Interpeller et éveiller des consciences, c'est dans ce but qu'Origines Contrôlées a été imaginé et créé par Tactikollectif. L'association revendique haut et fort son engagement social. « C'est un temps fort pour nous. C'est la face émergée de l'iceberg, de ce que l'on a fait tout au long de l'année sur les questions liées au patrimoine culturel de l'immigration et à celui des quartiers populaires. Nous nous investissons politiquement et socialement sur ces sujets à travers l'art, la musique et la culture. C'est notre façon de faire », insiste Bahija Kibou.

À l'image de sa philosophie, tactikollectif a choisi une programmation musicale avec des artistes engagés tels que l'étoile montante du rap français Chilla, qui n'avait pas hésité en 2007 à exprimer à François Hollande le ras-le-bol de la jeunesse face à la politique et aux hommes qui la pratiquent, dans son texte "Lettre au président". Toujours dans un registre hip-hop français qui tient à cœur au festival, Haroun de la Scred Connexion, Davodka, Denfima, l'antihéros du

« À travers la musique, nous pouvons avoir une analyse, un engagement ou un regard sur le monde »

rap, Dooz Kawa, ou Ritay Soro sont également au programme. « Nous avons vraiment envie de proposer des artistes de qualité et d'envergure nationale », ajoute Bahija Kibou.

Côté débats, la question des quartiers populaires sera au centre des discussions et, pour la première fois, sous le prisme de la radio. Édouard Zambeaux, journaliste et animateur, enregistrera une émission en public (voir encadré). Bertrand Dicale, chroniqueur radio sur France Info et auteur spécialiste de la chanson française, animera une rencontre sur ce que la chanson raconte des quartiers populaires. Enfin, Pouria Amirshahi, directeur de l'hebdomadaire Politis, interviendra quant à lui en compagnie des deux politologues Paul Ariès et Fatima Ouassak sur le thème : "Écologie & quartiers populaires : une autre face du combat pour l'égalité".

Valentin Grezet
En partenariat avec l'Institut supérieur de journalisme de Toulouse

Une ÉMISSION DE RADIO en public

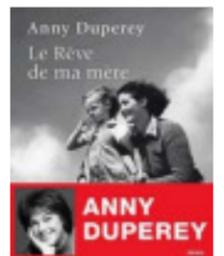
Édouard Zambeaux, journaliste spécialiste des banlieues et des questions sociales, animateur radio de Périphéries.fr, enregistrera une émission avec l'intervention de plusieurs invités, dans une formule de débat en public. Il donnera aussi la parole aux habitants pour entendre leur point de vue et réfléchir à la manière de « raconter les quartiers... » Rendez-vous jeudi 4 octobre à 18h.



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un de ces cadeaux en envoyant un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet : Jeux concours

*Dans la limite des stocks disponibles



LIVRE

"Le rêve de ma mère"

Anny Duperey raconte qu'elle avait presque 9 ans lorsqu'elle trouva ses parents morts, tous deux asphyxiés dans leur salle de bains. Quels avaient été les rêves de sa jeune mère, presque inconnue et si tôt disparue ? Comment nos morts vivent-ils en nous ? La puissance de leurs rêves inaccomplis peut-elle nous influencer obscurément, et mener notre vie sans même que l'on s'en rende compte ?



DVD

"D'ombre et de silence"

« Partir sans lui dire au revoir. Parce que je me sens incapable d'affronter ses larmes ou de retenir les miennes. L'abandonner à son sort. Parce que je n'ai plus le choix. (...) Je m'appelle Aleyna, j'ai dix-sept ans. Aleyna, ça veut dire éclat de lumière. (...) J'ai souvent détesté ma vie. Je n'ai rien construit, à part un cimetière pour mes rêves. Là au moins, on ne pourra pas me les voler. »

Salle Ernest Renan,
quartier des Izards
Débats et spectacles gratuits.
Concerts : 8€ en prévente,
10€ sur place
Du 3 au 6 octobre 2018
05 34 40 80 70
tactikollectif.org



© Franck Alix / JT

LE GRAFF TOUR : la légende urbaine de Toulouse

C'EST DE LA BOMBE. Les Graff tours de l'office de tourisme font le plein. Ces visites révèlent tout un pan de l'histoire du street art toulousain, longtemps underground et désormais reconnu au grand jour, bien au-delà de la Ville rose. Chacune de ces balades est unique car de nouveaux tags apparaissent constamment.

« Vous êtes en face d'un dinosaure », lance le graffeur Fabien Flavor, alias Mile. Une trentaine de personnes lèvent les yeux sur une fresque dans un petit coin de verdure insoupçonné du quartier Arnaud-Bernard en centre-ville de Toulouse, le jardin d'Embarthe. Devant les jeux pour enfants, un pan de mur arbore des couleurs en partie recouvertes par le lierre. L'artiste, qui accompagne la guide pour les Graff tours de l'office de tourisme, décrit : « On observe d'abord le style booble. Au-dessus, le wild style. Le graff légal est né ici », dans les années 1980, avec le collectif Arnaud Bernard Système, qui deviendra la Truskool.

Il faut se rendre rue Gramat, à deux pas de là, pour mieux comprendre. Les murs, les encadrements de fenêtres, les portes, toute la ruelle est recouverte de tags (la signature, la marque de fabrique) et de graffitis. Au début, ces fresques sont apparues malgré l'opposition des riverains, avant de trouver grâce aux yeux de certains puis de s'imposer lors de festivals. C'est là tout le paradoxe du graffiti. Tour à tour interdit, toléré, effacé (il faut se souvenir du grand nettoyage des années 2000) puis réhabilité... Au-

jourd'hui, les festivals se multiplient, dont l'incontournable Mister Freeze qui se déroule jusqu'au 7 octobre. En 2017, la municipalité avait même commandé une fresque de 30 mètres de haut sur le boulevard d'Arcole. On y retrouve tous les grands blases (le pseudo du tagueur) locaux : Siker, Ceet, 2Pon, Soone, Tober, Dern et Tilt se partagent le mur de haut en bas.

Le Graff tour se poursuit en bus, hors du centre-ville, loin des parcours touristiques habituels, car la majorité des œuvres sont réalisées dans les quartiers. À commencer par les Minimes. Derrière la Maison de la pétanque, 100Taur a signé "Les chimères des anges", une fresque de 390 mètres carrés, sur fond noir, avec gastéropodes et cyclopes. « Elle a été bien accueillie par certains riverains mais d'autres n'ont pas compris », explique la guide Eléna Bourdaries, avant d'ajouter que c'est bien grâce à cette œuvre que des cars de touriste traversent désormais le quartier. De retour dans le bus, direction l'ancienne gare de Raynal, le street-artiste Mile en profite pour rappeler pourquoi les graffeurs ont toujours peint sur des wagons : « Cela permet de montrer que l'on existe car les trains voyagent et emportent notre signature. » En passant à côté de la gare Matabiau, la guide indique successivement un long mur autogéré par le Collectif 50cinq, une péniche taguée sur le canal, une fresque sur le mur d'une école, une autre au pont des Demoiselles... Près du métro Saint-Agne, une gracieuse marionnette bleue à la robe de dentelle semble bouger légèrement sur un mur empli de calligraphies.

Un détail saute aux yeux : peu de filles évoluent dans ce milieu. À Toulouse, trois noms émergent : ceux de Miss Kat, Miss Van, qui a signé la douce "Symphonie des anges", quai de Tounis, lors du festival Rose Béton

de 2016, et Fafi, à qui l'on doit le festival Walk on the pink side en 2015 et les "Fafinettes", ces dessins de pépées sexy.

Le bus stoppe maintenant au milieu des barres d'immeubles d'Empalot. Une tache noire et blanche, pas très engageante, apparaît sur un mur. Une fois l'arête du bâtiment contournée, c'est le choc. Immense, Nina vous fait face. Toute ridée, le regard bienveillant, mé-

« Ça évolue sous nos yeux et c'est ça qui est passionnant »

lancolique, slave... « Nina est Sibérienne. L'artiste Henrik Beikirch fait le tour du monde et réalise des portraits de gens simples », raconte Elena Bourdaries. Il les conçoit d'abord en acrylique et en petit format, « puis il utilise une nacelle et

peint à main levée, bande par bande, comme une imprimante », s'enthousiasme le guide-artiste. Tandis qu'elle donne ses explications, des jeunes du quartier passent en voiture et baissent leur vitre : « Surtout, allez voir l'autre... », lancent-ils, signalant l'autre portrait signé Beikirch, à une centaine de mètres : un berger berbère. Leur conseil est d'autant plus précieux que l'immeuble va être prochainement détruit, faisant disparaître avec lui la fresque. Une illustration symbolique de l'essence éphémère du street art.

De fait, le tableau urbain est en perpétuelle mutation. « La plupart des artistes continuent de peindre dans la rue », conclut Mile. « Si vous revenez sur le Graff tour, ce sera complètement différent. Ça évolue sous nos yeux et c'est ça qui est passionnant », garantit Elena Bourdaries.

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



AVIS AU PUBLIC



AVIS AU PUBLIC

CONCERTATION PREALABLE SUR LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER BAGATELLE - FAOURETTE - PAPUS - TABAR - BORDELONGUE

Monsieur le Président de Toulouse Métropole informe que, par délibération n°18-0165 du 15 février 2018, la Métropole a ouvert la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue dans le cadre du NPNRU.

Cette concertation sera ouverte du 15 octobre 2018 au 15 décembre 2018.

La poursuite du projet urbain sur ce territoire prioritaire a pour objectifs de :
 • Préserver et conforter la vocation de faubourg et d'entrée en centre-ville des quartiers de Bagatelle, La Faourette et Bordelongue ;
 • Retrouver l'attractivité du territoire en s'appuyant sur ses identités et en confortant un cadre de vie qualitatif
 • Développer une cohérence urbaine en structurant le territoire autour de centres dynamiques et les espaces publics qualifiés, en facilitant la circulation entre les différents lieux et la connexion avec les quartiers périphériques, en participant au changement de l'image du quartier depuis la rocade.

La concertation sur le projet de renouvellement urbain associera pendant toute la durée du projet les habitants, usagers, associations locales, collectivités et toutes autres personnes concernées.
 Le dossier de concertation portant sur le schéma directeur sera mis à la disposition du public à partir du 15 octobre 2018 et constituera le support d'animation de la concertation, dont les modalités sont détaillées ci-dessous.

MODALITES DE LA CONCERTATION

En vertu de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, les modalités de concertation du public suivantes ont été arrêtées :
 - La tenue d'une réunion publique le mardi 16 octobre 2018 à 18h30 au Centre Culturel Henri Desbals, 128 Rue Henri Desbals à Toulouse
 - Des permanences à la Maison du Projet les vendredis 19 octobre, 16 novembre, 30 novembre et 14 décembre de 9h à 12h, dans le hall du Centre Culturel Henri Desbals, 128 rue Henri Desbals à Toulouse
 - Un dossier de concertation mis à disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituels au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse, et à la Mairie de quartier Bagatelle 128 rue Henri Desbals à Toulouse
 - Un registre visant à recueillir les observations du public sera disponible au format papier dans ces deux lieux de concertation
 - Un registre numérique visant à recueillir les observations du public sera disponible sur la plateforme Je Participe accessible depuis le site web de Toulouse Métropole : <http://www.toulouse-metropole.fr/je-participe/concertations>. Le dossier de concertation y sera également téléchargeable.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de Toulouse Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole, qui en délibérera.



Avis d'Appel Public à la Concurrence

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE, 1 boulevard de la Marquette, 31090 TOULOUSE cedex 9

Procédure : Procédure adaptée
Objet de la consultation : Réalisation d'une enquête d'opinion pour le Département de la Haute-Garonne
Caractéristiques principales : Les variantes ne sont pas autorisées
 Durée du marché : de la date de notification au 28/02/2019

Date limite de réception des offres : 22 OCTOBRE 2018 à 16:00 heures au plus tard

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation

Demandes de renseignements complémentaires, possibilité d'accès au règlement de la consultation, au dossier de consultation et de réponse par voie électronique à l'adresse <https://marches-publics.haute-garonne.fr> ou à l'adresse ci-après :

Conseil départemental de la Haute-Garonne
 Direction de la commande publique – Pôle marchés publics
 Bât. B – rez-de-chaussée – bureau B073
 1 bd de la Marquette 31090 Toulouse cedex 9
 Tél : 05 34 33 35 97 - Fax : 05 34 33 35 81 - marches.sect3@cd31.fr
Envoi à la publication le : 28 septembre 2018

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
 31000 Toulouse



VENTES AUX ENCHÈRES



Maître Colette FALQUET
 Avocat à TOULOUSE
 8, Rue Bouquières 31000 TOULOUSE
 Tel 05.61.53.10.60
 Fax 05.62.26.44.94

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

JEUDI 8 NOVEMBRE 2018 à 14 HEURES

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE
 PALAIS DE JUSTICE DE TOULOUSE
 2 ALLÉE JULES GUESDE

APPARTEMENT T3 AVEC PARKING A TOULOUSE
RESIDENCE DE L'ORANGERIE E 202, avenue de Fronton
BATIMENT C - 1er ETAGE
N°C104
LOTS 45 ET 100
MISE A PRIX : 48.000 EUROS

Le cahier des conditions de la vente n°18/00062 peut être consulté au Greffe du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE aux jours et heures prévus à cet effet, au Cabinet de l'avocat poursuivant ou sur internet www.info-encheres.com.
 Visite : LUNDI 29 OCTOBRE 2018 DE 14 H A 15 H
 Seuls les Avocats au Barreau de TOULOUSE peuvent soutenir les enchères

Me C. FALQUET
 Avocat signé

CONSTITUTIONS



THEMIS CONSEILS
 YOUSOUPOV
 MANTOVANI-LEFEVRE
 Société d'Avocats
 102 Avenue Jean Rieux
 31500 TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 02 Octobre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : ZELIN
 Forme sociale : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 42, Avenue du Général de Crouette - TOULOUSE (31100)

Objet social : Intermédiation et prestations dans les domaines de la simulation numérique et de l'intelligence artificielle, mise à disposition de plateformes informatiques dans les domaines technologique, informatique, électronique ou mécanique. Conseils, études et ingénierie, formation, assistance, maintenance, exploitation de système et réseaux, infogérance, développement et distribution de produits, matériels ou logiciels dans les domaines susvisés. La souscription et la gestion de participations financières directes ou indirectes dans toutes sociétés de toutes formes par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion absorption ou par toutes autres modalités ; la cession de ces participations financières. La gestion administrative et financière des sociétés filiales ; la réalisation de toutes prestations de services, de conseil et d'assistance, consultant au profit des filiales ou de toute autre personne physique ou morale. La participation directe ou indirecte dans toutes opérations industrielles ou commerciales quelconques par voie de création de sociétés nouvelles, apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, prise en gestion, association en participation ou autrement. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social. La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 20.000 €
 Mode d'admission aux Assemblées : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives.

Exercice du droit de vote : Sous réserve des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
 Cession des actions : Toute cession à un tiers non actionnaire est soumise à agrément donné par décision collective adoptée à la majorité représentant plus de la moitié des actions composant le capital social, et sous réserve du respect du droit de préemption conféré aux actionnaires.

Président : Monsieur Julien SENTER, né le 8 mars 1980 au MANS (72 - Sarthe), demeurant 7 bis Chemin de Licard, Villa 3 à TOULOUSE (31100).

Directeur général : Monsieur Julien VITET, né le 17 novembre 1990 à ROCHFERT (17 - Charente-Maritime), demeurant 22 rue Jean Millet à TOULOUSE (31200).

Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE. Pour avis

Suivant acte sous seing privé en date du 26 septembre 2018, à SAUBENS, il a été constitué pour une durée de 99ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE, une société civile dénommée S.C.I. Les dentistes de SAUBENS, ayant son siège social à SAUBENS (31600) 27 rue des écoles, au capital de 1000 €, composé uniquement d'apports en numéraire, ayant pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, la mise à disposition au profit des associés de biens sociaux, la vente à titre exceptionnel des biens sociaux dans le but d'une réorganisation du patrimoine social.

Gérant : Monsieur Stéphane, Paul OULES, dentiste, demeurant à MURET (31600) 7 impasse Marcel Pagnol.

Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts sociales soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Pour avis



THEMIS CONSEILS
 YOUSOUPOV - MANTOVANI-LEFEVRE
 Société d'Avocats
 102 Avenue Jean Rieux
 31500 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 26 Septembre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : LE CLOS DE CASTEL
 Forme sociale : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 189, Route de Revel - TOULOUSE (31400)

Objet social : La prestation de tous services pour la promotion immobilière : l'étude, la réalisation, la direction, l'entreprise générale et la sous-traitance de tous travaux d'aménagement et d'équipement de terrains et de construction de tous immeubles d'habitation, à usage industriel ou commercial, pour son propre compte ou pour le compte de toutes personnes physiques ou privées. L'étude technique et la promotion de toutes constructions. A cet effet, directement ou indirectement, toutes opérations techniques, administratives et financières en vue de construire ou de favoriser la mise en œuvre de programmes immobiliers. La gestion et la commercialisation de tous des programmes immobiliers. Aux effets ci-dessus, la conclusion de tous contrats et marchés de travaux nécessaires, par adjudication, par appel d'offres, de gré à gré ou sur mémoire, recevoir les travaux, liquider les marchés, et généralement accomplir tous actes qu'exigent la réalisation de tous des programmes immobiliers. L'acquisition et la vente de terrains. L'aménagement, l'équipement, le lotissement de tous terrains, et toutes prestations de services en immobilier. La participation directe ou indirecte dans toutes sociétés ayant le même objet social.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1.000 €
 Mode d'admission aux Assemblées : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives.

Exercice du droit de vote : Sous réserve des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Cession des actions : Toute cession à un tiers non actionnaire est soumise à agrément donné par décision collective prise à la majorité absolue des actionnaires présents ou représentés, et sous réserve du respect du droit de préemption conféré aux actionnaires.

Président : Monsieur Pierre SIRBA, né le 22 juillet 1955 à BERARD (ALGERIE), demeurant 20, Allée Anne Frank à SAINT-JEAN (31240).

Directeur général : Monsieur Clément SIRBA, né le 21 juin 1982 à PERIGUEUX (24), demeurant 14 C, Chemin des Plantiers à FROUZINS (31270).

Commissaire aux comptes titulaire : Monsieur Philippe HIRIART-DURRUTY, domicilié 10, Rue du 14 juillet à TOULOUSE (31100).

Commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Pascal COMBEFREY-ROUX domicilié 101, Boulevard de Suisse, Immeuble le Vincennes à TOULOUSE (31200), Commissaire aux comptes suppléant.

Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

Par acte SSP en date du 01/10/2018 il a été constitué une société

Dénomination sociale : C3V NEGOCE
 Forme : SAS
 Capital : 500 euros
 Siège social : 260 Impasse Cailhabat 31860 Labarthe-Sur-Lèze

Durée : 99 ans
 Admission aux assemblées : tout actionnaire peut participer au vote quel que soit le nombre de titres détenus, chaque action donnant droit à une voix

Objet : achat, vente, négoce, location, de produits non réglementés en tout genres / formation en matière de gestion d'entreprise

Président : Monsieur Bruno VIGUIE - 260 Impasse Cailhabat 31860 Labarthe-Sur-Lèze

Agrement : soumise à l'agrément de la collectivité des associés

Immatriculation : RCS de Toulouse

Le Président

Marcel et Jean
 Société par actions simplifiée
 au capital de 2 000 euros
 Siège social : 13 rue Roquemaurel
 Apt 9, 31300 TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TOULOUSE du 26 septembre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
 Dénomination : Marcel et Jean
 Siège : 13 rue Roquemaurel Apt 9, 31300 TOULOUSE

Durée : 99 ans Capital : 2 000 euros
 Objet : exploitation de tous fonds de négoce de tablier, pour le professionnel et le particulier, pour toutes les activités nécessitant le port d'un tablier, accessoires de mode et accessoires de cuisine, le dessin, la création de modèle, la sous-traitance de la fabrication, la vente par tous moyens,

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Mme Camille CASTETS, demeurant 13 rue Roquemaurel Apt 9 31300 TOULOUSE. Directeur général : M. Olivier JEUNOT demeurant 13 rue Roquemaurel Apt 9 31300 TOULOUSE.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

POUR AVIS - Le Président

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 20 septembre 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée à associé unique

DENOMINATION : TP RENOVATION
 CAPITAL : 2 000 euros
 SIEGE : 30 Chemin de Casselèvres, 31790 SAINT JORY

OBJET : Travaux de maçonnerie, prestations en terrassement et VRD (Voierie et réseaux divers)

DUREE : 99 Années
 ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :

Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT DES CESSIONS :

Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

ORGANES SOCIAUX

Nomination sans limitation de durée.

Président : Monsieur CAMPOS RAIMUNDO Jaime, demeurant 30 Chemin de Casselèvres, 31790 SAINT JORY

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion

Suivant acte sous seing privé en date du 26 septembre 2018, à SAUBENS, il a été constitué pour une durée de 99ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE, une société civile dénommée S.C.I. Les infirmiers de SAUBENS, ayant son siège social à SAUBENS (31600) 27 rue des écoles, au capital de 1000 €, composé uniquement d'apports en numéraire, ayant pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, la mise à disposition au profit des associés de biens sociaux, la vente à titre exceptionnel des biens sociaux dans le but d'une réorganisation du patrimoine social.

Gérants : Madame Christelle Sandrine Marcelle LESSIEUX, infirmière, demeurant à ROQUETTES (31120) 36 rue des Chartroux et Madame Nolwenn Maria Thérèse Christiane BERNARD, infirmière, demeurant à PINS JUSTARET (31860) 3 bis chemin de la gare.

Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts sociales soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Pour avis



Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me DURAFOURG, Notaire à CARAMAN (HG), le 20/09/2018, il a été constitué la sté :

DENOMINATION : SCI L'OEIL DE L'ESPACE

FORME : Société Civile Immobilière

CAPITAL SOCIAL : CENT EUROS (100,00€)

SIÈGE SOCIAL : Boulevard de Ratalens 31240 SAINT-JEAN

OBJET SOCIAL

- l'acquisition, la gestion, la vente et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés,
- la prise de participation dans toutes sociétés immobilières,
- l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

APPORTS

Apport en numéraire : Clément FRANCESCCHETTI : 40,00 € et Elisabeth NGUYEN : 60,00 €

GERANCE Elisabeth NGUYEN 30, rue Auguste Dide 31300 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE.

CESSION DE PARTS SOCIALES – AGREMENT Cession libre entre associés, ascendants et descendants. L'agrément sera obtenu par décision unanime des associés.

Pour avis, Me DURAFOURG



Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 26 septembre 2018, à SAUBENS, il a été constitué pour une durée de 99ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE, une société civile dénommée S.C.I. Les médecins de SAUBENS, ayant son siège social à SAUBENS (31600) 27 rue des écoles, au capital de 1000 €, composé uniquement d'apports en numéraire, ayant pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, la mise à disposition au profit des associés de biens sociaux, la vente à titre exceptionnel des biens sociaux dans le but d'une réorganisation du patrimoine social.

Gérants : Madame Jessie, Ginette, Denise FIQUET-PEUCH, médecin, demeurant à LAGARDELLE SUR LEZE (31870) 1365 chemin des Flambants et Madame Sophie, Anne-Marie PINCHARD, médecin, demeurant à VILLENEUVE TOLOSANE (31270) 9 rue de la République.

Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts sociales soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Pour avis

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 27 Septembre 2018, à TOULOUSE, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination de la société : S.A.R.L J.D FINANCE

Siège social : 70, rue JACQUES BABINET 31100 TOULOUSE

Société à responsabilité limitée au capital de mille euros.

1) **Objet :** La commercialisation en France et à l'International de concept commerciaux, franchises, concessions, commerces associés.

2) Et généralement, toutes opérations, affaires ou entreprises financières, industrielles, commerciales, immobilières, généralement quelconques, et plus particulièrement celles se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus relaté ou qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son industrie, son commerce, ses prestations de services.

Durée : 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Capital social : 1000€.

Gérant : Monsieur JOEL MICOULAUD demeurant : 23, Avenue de TOULOUSE 31270 CUGNAUX

Immatriculation : RCS de TOULOUSE

Par acte du 01/10/2018, il a été constituée la SAS NEGOCE DISCOUNT AUTO au capital de 5000 EUROS.

Siège social : 1 route la croix falgarde, 31860 Pins justaret

Objet : Achat et vente de tout véhicule en tout genre et toute prestation de service liée à l'automobile.

Entretien et réparation de véhicule en tout genre.

Remorquage et dépannage de véhicule en tout genre.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Gérant : Monsieur BENAÏSSA Mohamed Karim demeurant au 17 chemin des palanques, 31120 Portet sur Garonne nommée pour une durée indéterminée.

Immatriculé au RCS de Toulouse.

Pour avis

Suivant un acte ssp en date du 02/10/2018, il a été constitué une SAS

Dénomination : OROYO TRANSPORTS

Siège social : 293 Route De Launaguet 31000 TOULOUSE

Capital : 600 €

Activités principales : transports de voyageur par taxis

Durée : 99 ans

Président : M. DAVIRIN OWALD 293 Route De Launaguet 31200 TOULOUSE

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

FORME : Société à Responsabilité Limitée à associé unique

DENOMINATION : EURL IDEAL FACADES

SIÈGE SOCIAL : 7 Cheminement Goya, Logement 71, 31100 TOULOUSE

OBJET : Ravalement de façades, peinture DURER : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

CAPITAL SOCIAL : 500 euros divisés en 50 parts sociales de 10 euros chacune

GERANCE : Monsieur M'HAMDI Maher, demeurant 7 Cheminement Goya, Logement 721, 31100 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour avis

Avis de constitution

FORME : SCI

DENOMINATION : « J.P.K.M.P. »

OBJET : acquisition et gestion d'immeubles.

SIÈGE SOCIAL : 103 AVENUE DE TOULOUSE – APPARTEMENT B 226 – 31270 CUGNAUX

DURÉE : 99 ANNEES.

CAPITAL SOCIAL : 2.000 €

GERANT : Jean Philippe POUZERGUES 82 Chemin de la CASSAGNERE.31270 CUGNAUX.

IMMATRICULATION : RCS Toulouse

Pour avis,

Suivant un acte ssp en date du 02/10/2018, il a été constitué une SASU

Dénomination : GOLD FINGER

Enseigne : GOLD FINGER

Siège social : 153 Avenue Jacques Douzans 31600 MURET

Capital : 1000 €

Activités principales : salon de coiffure mixte, le rasage, la taille de la barbe, soins esthétiques, achats, ventes en gros demi gros de tous produits, petits matériels et mobilier se reportant à l'activité de salon de coiffure, d'esthétique, parfumerie

Durée : 99 ans

Président : M. NEMRI RAMI 27 Rue Du Lot 31100 TOULOUSE

Cession d'actions : Libre

Exercice du droit de vote : Une action égale une voix

Conditions d'admission aux assemblées : Une action égale une voix

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Suivant acte authentique en date du 12/09/2018, il a été constitué une sas. Dénomination : Squ@re. Nom commercial : Squ@re. Objet : Maîtrise d'oeuvre, Ingénierie. Siège social : 36 rue des Mésanges 31190 AUTERIVE. Capital : 2000 €. Durée : 99 ans. Président : M. Christophe DAVEZAC, 36 rue des Mésanges 31190 AUTERIVE. Clause d'agrément: Sous décisions collectives en assemblées générales, à la majorité . Conditions d'admission: Droits de votes aux proportions des parts sociales détenues . Immatriculation RCS TOULOUSE.

CESSION FONDS DE COMMERCE



13, impasse teynier 31100 Toulouse

Suivant acte SSP en date à TOULOUSE du 20/09/2018, enregistré au SPFE de TOULOUSE 3 le 26/09/2018 dossier 2018 00047940 référence 3104P03 2018 A 10872, la société SARL GARAGE SOULA SERGE, SARL au capital de 7 622,45 euros dont le siège social est fixé à CUGNAUX (31270) 109 route de Toulouse, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 338 338 254

A CEDE à la société EUTROPE, SARL au capital de 7 500 euros dont le siège social est fixé à BEAUZELLE (31700) 751 avenue de Garossos, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 448 863 266, un fonds de commerce et artisanal de mécanique, carrosserie, tôlerie, peinture, vente de véhicules neufs et d'occasion, location de véhicules de tourisme » situé à CUGNAUX (31270) 109 route de Toulouse, moyennant le prix de DEUX CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE QUATRE CENTS EUROS (277 400 €), s'appliquant aux éléments incorporels pour deux cent trente six mille deux cent quatre vingt euros (236 280 €), aux éléments corporels pour quarante et un mille cent vingt euros (41 120 €). La date d'entrée en jouissance et le transfert de propriété ont été fixés au 01/10/2018. Les oppositions seront reçues au cabinet CROUZATIER / POBEDA-THOMAS société d'Avocats sis à CUGNAUX (31) 151 route de Toulouse. Elles devront être faites au plus tard dans les dix jours qui suivront la dernière en date des publications légales prévues.

Pour avis,

TRANSFERTS DE SIÈGE



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS
Avocats
266 avenue de Grande-Bretagne 31300 TOULOUSE
Tél. : 05.62.47.64.64

INNINVEST

Société par actions simplifiée
Société civile immobilière
au capital de 1 500 euros
ZAC DE LA MASQUERE
31750 ESCALQUENS
497 810 820 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 27 août 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social de ZAC DE LA MASQUERE – 31750 ESCALQUENS au Parc Technologique du Canal - 2 rue des Satellites - 31520 RAMONVILLE ST AGNE à compter du 1er septembre 2018, et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis,



9 avenue Parmentier 31086 Toulouse

LOTI REV

Société à responsabilité limitée
au capital de 30.000 euros
Siège social transféré 31 chemin de la Violette - 31240 L'UNION
789 757 523 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal de l'AGM du 29 juin 2018, le siège social de la société LOTI REV a été transféré du 1 chemin de Virebent - 31200 TOULOUSE au 31 chemin de la Violette - 31240 L'UNION, à compter du 10 juillet 2018. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

TI HOLI

Société à responsabilité limitée à associé unique
Au capital de 222.222 euros
3 allée Henri IV
31800 SAINT-GAUDENS
RCS TOULOUSE 812 576 262

Stéphane JAUSSOIN, gérant, demeurant 3, rue Maquis Foch 16500 CONFOLENS. Aux termes de la décision de l'associé unique en date du 18 septembre 2018, il résulte que le siège social a été transféré au 3, rue du Maquis Foch, 16500 CONFOLENS à compter de ce même jour. En conséquence, la Société immatriculée au RCS de Toulouse sous le n° 812 576 262 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de Angoulême.

L'article « Siège social » des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de ANGOULEME et au RCS de TOULOUSE.

Pour avis



9 avenue Parmentier 31086 Toulouse

CENDRI LLON 2

Société à responsabilité limitée
au capital de 31.000 euros
Siège social transféré 31 chemin de la Violette - 31250 L'UNION
801 894 668 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 29 juin 2018, le siège social de la société CENDRI LLON 2 a été transféré du 1 chemin de Virebent - 31200 TOULOUSE au 31 chemin de la Violette - 31240 L'UNION, à compter du 10 juillet 2018. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

JPC

Sarl à associé unique
au capital de 2 000 euros
Siège social : 12 Place de la Halle
31 310 MONTESQUIEU VOLVESTRE
817 639 511 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 01/08/2018, il résulte que le siège social a été transféré au 2 Rue de la Poste – 30230 BOUILLARGUES, à compter du 01/08/2018 et l'article 4 des statuts a été modifié en conséquence :

- Ancien siège : 12 Place de la Halle – 31 310 MONTESQUIEU-VOLVESTRE
- Nouveau siège social : 2 Rue de la Poste – 30 230 BOUILLARGUES

LA GERANCE



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS
Avocats
266 avenue de Grande-Bretagne 31300 TOULOUSE
Tél. : 05.62.47.64.64

ESTHETI 'CONCEPT

Société par actions simplifiée
au capital de 40 000 euros
840 rue de l'Hers
31750 ESCALQUENS
818 127 938 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 27 août 2018, le Président de la société par actions simplifiée ESTHETI'CONCEPT, usant des pouvoirs conférés par les statuts, a décidé de transférer le siège social du 840 rue de l'Hers – 31750 ESCALQUENS au Parc Technologique du Canal - 2 rue des Satellites - 31520 RAMONVILLE ST AGNE à compter du 1er septembre 2018 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,

ID TRAVAUX CONSEILS

Société à responsabilité limitée au capital de 8.500 €
Siège : 2B Rue Marcel Doret
31700 BLAGNAC
794380204 RCS de TOULOUSE

Par décision du gérant du 03/10/2018, il a été décidé de transférer le siège social au 1680 Route De Saint Paul 31330 LARARA. Mention au RCS de TOULOUSE.

HEGOA 31

Société à responsabilité limitée au capital de 1 200€
Siège social : 8 Lotissement du Pré Vert, 31840 AUSSONNE
SIRET : 508 574 894 RCS TOULOUSE

Aux termes de la décision de l'associé unique l'associée unique du 1 octobre 2018, il résulte que :

Le siège social a été transféré à 80 chemin des courses 31100 TOULOUSE, à compter du 1 octobre 2018.

L'article 4 « Siège social » des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS
Avocats
266 avenue de Grande-Bretagne 31300 TOULOUSE
Tél. : 05.62.47.64.64

LEOFINANCES

Société civile
au capital de 2 031 500 euros
840 rue de l'Hers – ZI la Masquère
31750 ESCALQUENS
798 162 277 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 27 août 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 840 rue de l'Hers – ZI la Masquère – 31750 ESCALQUENS au Parc Technologique du Canal - 2 rue des Satellites - 31520 RAMONVILLE ST AGNE à compter du 1er septembre 2018, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite auprès du tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis,

EURL NICOLAU Expertise et Conseils

au capital de 5 000 €
Siège social : 82 route de Bayonne
31100 TOULOUSE
RCS de Toulouse : 817608177

Aux termes de la décision de l'associée unique du 14 Aout 2018, il résulte que :

Le siège social a été transféré au 80 Chemin des Courses 31300 TOULOUSE, à compter du 14 Aout 2018

L'article 4 « Siège social » des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.

SCI JELUSY

Société civile immobilière
Au capital de 10000€
TOULOUSE
RCS TOULOUSE 478667603

Les associés, réunis en AGE en date à TOULOUSE du 5/06/2018, ont décidé de transférer le siège social du 6 boulevard des Platanes – 31000 TOULOUSE au 9 rue François Longaud – 31400 TOULOUSE, à compter du 5/06/2018. Mention est faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, la gérance.



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS
Avocats
266 avenue de Grande-Bretagne 31300 TOULOUSE
Tél. : 05.62.47.64.64

LEOMED

Société par actions simplifiée
au capital de 799 000 euros
840 rue de l'Hers
Zone de la Masquère
31750 ESCALQUENS
828 029 157 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 27 août 2018, la Présidente de la société par actions simplifiée LEOMED, usant des pouvoirs conférés par les statuts, a décidé de transférer le siège social du 840 rue de l'Hers – Zone de la Masquère – 31750 ESCALQUENS au Parc Technologique du Canal - 2 rue des Satellites - 31520 RAMONVILLE ST AGNE à compter du 1er septembre 2018 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,

SIS 31

SASU au capital de 100 €
Siège social : CS 57130 5 esplanade Compans Caffarelli Bât A
31000 TOULOUSE
830 667 481 RCS TOULOUSE

Par AGE du 01/09/2018 il a été décidé de transférer le siège social au 84 avenue de la République 75011 PARIS.

Mention au RCS de TOULOUSE

Forme : SAS. Dénomination : PCB au capital de 60 238,08€, 750 134 918 RCS TOULOUSE. L'AG du 29/06/2018 a décidé de transférer le siège social de la société du 231 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 31670 LABEGE au 10 PLACE ALFONSE-JOURDAIN 31000 TOULOUSE à compter du 29/06/2018. Modifications au RCS TOULOUSE.

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)

SOCIETE CIVILE DE MOYENS MASSOT MAYOR BONHOMME
Société civile de moyens
au capital de 45,73 euros
Siège social : 24 bis rue de l'Eglise
31770 COLOMIERS
393 349 725 RCS TOULOUSE

Aux termes de l'assemblée générale du 12 septembre 2018, il a été constaté la démission de Monsieur Laurent BONHOMME de ses fonctions de co-gérant. L'article 14 des statuts a été modifié en conséquence.

Il a été décidé de modifier la dénomination sociale qui devient : « SOCIETE CIVILE DE MOYENS MASSOT MAYOR ». L'article 2 des statuts a été modifié.

Pour avis, La gérance.



Avocats
61 allée du Comminges
31770 COLOMIERS

SOCIETE CIVILE ARDUCHA

Société civile au capital de 1.200 €
Lieu-dit Casagnede
31530 MERVENELLE
R.C.S. TOULOUSE 528.618.663

Aux termes d'une délibération du 31/07/2018, l'assemblée générale a accepté la démission de Julie CHATARD de ses fonctions de cogérante à compter du 31.07/2018. Benoît ARIN est maintenu en qualité de seul gérant de la société pour une durée indéterminée.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse



annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

MODIFICATION COMMISSAIRE AUX COMPTES



Avocats
61 allée du Comminges
31770 COLOMIERS

MAZERES AERO EQUIPMENT - M.A.E
Société par Actions Simplifiée au capital de 510.000 euros
Siège social : 2 av Clément Ader
31770 COLOMIERS
TOULOUSE RCS 485 201 560

Aux termes d'une délibération en date du 25/09/2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la démission de Monsieur Antoine BLATCHE de ses fonctions de Commissaire aux comptes suppléant à compter de ce même jour et a décidé de ne pas procéder à son remplacement. La société GEREC demeure seule présente en qualité d'unique commissaire aux comptes de la société.

MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL

ROU GROUPE
Société à responsabilité limitée au capital de 2 000 000 euros porté à 2 080 000 euros
Siège social : Appt 69 33 bis rue d'Antipoul, 31300 Toulouse
817844863 RCS TOULOUSE

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 01/10/2018 que le capital social a été augmenté de 80 000 euros par voie d'apport en nature.
En conséquence, les statuts ont été refondus afin d'être en accord avec cette modification.

Pour avis,
La Gérance



9 avenue Parmentier
31086 Toulouse

EasyMile
Société par actions simplifiée au capital de 1.516.505,50 € porté à 1.618.121,50 €
Siège social : 8 rue des Trente-six Ponts - 31400 TOULOUSE
803 184 845 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale des associés en date du 19 juillet 2018 et décision du Président du 25 juillet 2018, le capital a été augmenté d'une somme en numéraire de 101.616 euros. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.
• Ancienne mention : Capital : 1.516.505,50 euros
• Nouvelle mention : Capital : 1.618.121,50 euros
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

LIQUIDATIONS

ORAL OCCITANIE
Société civile de moyens au capital de 45 000 euros
20 avenue Bernard IV - Clinique d'Occitanie - 31600 MURET
RCS TOULOUSE 534 920 384

Clôture de la liquidation

Aux termes d'une délibération en date du 21 septembre 2018, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, déchargé le liquidateur de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation.
Les comptes de liquidation ainsi que la décision de clôture prise par l'associé unique ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis,
Le liquidateur

L2NEO SAS au capital de 1.000 € sise APPARTEMENT B02 BATIMENT B LOTISSEMENT PARC DES ECOLES 24 ALLEE DES MURIERS 31600 LABASTIDETTE 828714246 RCS de TOULOUSE. Par décision de l'AGO du 30/08/2018, il a été décidé d'approuver les comptes de liquidation, donné au liquidateur Mme LOPEZ Solange 39 Rue Lucien Cassagne 31860 PINS JUSTARET, quitus de sa gestion et décharge de son mandat et constaté la clôture de liquidation au 30/08/2018. Radiation au RCS de TOULOUSE.

SASU CAROCAS au capital de 1000 E. 35 chemin de la plaine d'andrau 31140 AUCAMVILLE RCS TOULOUSE : 822 583 027. L'AG DU 05 /09/2018 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur M. Cutillas David de sa gestion, la décharge de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 30/09/2018.

DISSOLUTIONS

RESTAURANT LES 3 VALLEES
SARL au capital de 10 000 €
Siège social : PLACE JOSEPH RUAU
31160 ASPET
RCS TOULOUSE 484411376

Dissolution

Aux termes de l'AG du 08/09/2018, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, à compter du 30/09/2018, et sa mise en liquidation.

A été nommé Liquidateur Monsieur Yves JOLICLERCQ demeurant ROUTE D'ENCAUSSE, 31160 CABANAC CAZAUX avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.
Le siège de la liquidation est fixé ROUTE D'ENCAUSSE 31160 CABANAC CAZAUX adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.
Mention en sera faite au RCS de TOULOUSE.



Avocats
61 allée du Comminges
31770 COLOMIERS

ALSATI S LABS
SARL au capital de 7.000 €
ZAC du Parc d'Activité de Basso Cambo - 11 rue Michel Labrousse
31100 TOULOUSE
803.284.132 RCS TOULOUSE

Par décisions de l'associée unique du 13/09/2018, a été prononcée la dissolution sans liquidation de la Société à compter du 15/09/2018, dans les conditions de l'article 1844-5, alinéa 3 du Code civil.
Les créanciers peuvent former opposition devant le tribunal de commerce de TOULOUSE dans les trente jours de la présente publication.
Mention sera faite au RCS de Toulouse.



HOBBI ES CLEAN
Société par actions simplifiée au capital de 1000 euros
Siège social : 85 route de Toulouse
31000 CORNEBARRIEU
825 240 096 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes des décisions de l'associé unique du 10 août 2018 il a été décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 10 Août 2018 et sa mise en liquidation.

L'associé unique exercera les fonctions de liquidateur durant la période de liquidation avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.
Le siège de la liquidation est fixé à 85 route de Toulouse 31700 CORNEBARRIEU, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et les actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SDF
Société civile au capital de 10.000,00 €
Siège social : 7 route d'Espagne - 31190 Auterive Siège social de la liquidation 16 route de Cante 09700 SAVERDUN
RCS TOULOUSE : 451 731 277

Avis de dissolution anticipée
Par jugement du Tribunal de Grande Instance de Toulouse du 12 avril 2018, Minute n°18/576, la dissolution anticipée de la société a été ordonnée à compter du même jour. La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Le lieu de correspondance et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, ont été fixés au siège de la liquidation 16 route de Cante 09700 SAVERDUN. A été nommée comme liquidateur Christine SUDERIE veuve SAVIGNOL, demeurant 16 route de Cante, 09700 SAVERDUN, en lui conférant les pouvoirs les plus étendus dans le but de lui permettre de mener à bien les opérations en cours, réaliser l'actif, apurer le passif. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse. Pour avis.

EURL LIBRAIRIE BAYTOU AL ARQAM au capital de 500 € Siège social : 152 rue Nicolas Louis Vauquelin 31100 TOULOUSE 521004226 .L'AGE du 01/04/2018 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 01/04/2018 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur: M. Karim MOQRAN demeurant 8 allée du pic de nore 31770 COLOMIERS. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. RCS Toulouse .

DIVERS

Suivant acte SSP en date du 01/03/2018, Mr ESCRIBANO Bernard, demeurant 5 chemin Dego, 31290 Villenouvelle, RM 392303301, a donné en location gérance à la Société SARL TAXI CATHERINE ESCRIBANO, Sarl au capital de 1 000 €, 5 chemin Dego, 31290 Villenouvelle, représentée par Catherine ESCRIBANO, un fonds artisanal de Taxi donné en location gérance. Le fonds artisanal de taxi est exploité au 5 chemin Dego, 31290 Villenouvelle, pour une durée allant du 01/03/2018 au 28/02/2019 renouvelable par tacite reconduction

O2 KID TOULOUSE
Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €
Siège : 40 Port Saint-Etienne
31000 TOULOUSE
511500845 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 13/08/2018, il a été décidé de changer la dénomination sociale qui devient O2 TOULOUSE SUD. Mention au RCS de TOULOUSE

GAMITEL SARL au capital de 40.000 € sise LA LAURAGAISE 3547 ROUTE DE BAZIEGE 31670 LABEGE 812618379 RCS de TOULOUSE. Par décision de l'AGE du 24/09/2018, il a été décidé de la transformation de la SARL en SAS, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège, son capital, sa durée et les dates d'ouvertures et de clôture de son exercice social demeurent inchangés. M. BROUSSE NICOLAS 25 RUE LES JARDINS DE LUCIE 31450 POMPERTUZAT a cessé ses fonctions de Gérant du fait de la transformation de la Société. Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par M. BROUSSE Nicolas 25 rue les jardins de lucie 31450 POMPERTUZAT, en qualité de président. Directeur Général : Mme VERGRIETE VIRGINIE 25 RUE LES JARDINS DE LUCIE 31450 POMPERTUZAT Transmission des actions: Actions librement cessibles entre associés uniquement. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Mention au RCS de TOULOUSE

RECTIFICATIFS

Réctificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 27/09/2018 concernant la société EVOLUENCE.

Il convenait de lire que la dénomination sociale est EVOLUENCE TRAVAUX RENOVATION DEMOLITION PEINTURE TOULOUSE.

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain n°795 du 28/06/18 concernant la SASU AUTO SERVICE CEM, il convient d'annuler cette annonce et de conserver l'annonce parue dans le Journal Toulousain n°792 du 07/06/2018.

ADDITIF : SARL HOLDING ESPACE FORMATION CONSEIL (Journal Toulousain n°794 du 21/06/2018), il y a lieu d'ajouter : Il fallait lire adresse du siège : 24 rue Clément Ader 31600 MURET

ADDITIF à l'annonce publiée dans le Journal Toulousain du 27/09/2018, concernant la constitution de la SAS 3D REMAKE il convient d'ajouter : Directeurs généraux. - Monsieur Patrice CAPELLE, né le 19 juillet 1966 à TOULOUSE (31), de nationalité française, demeurant 30 avenue Léon Blum, 31500 TOULOUSE - Monsieur Nicolas EHLINGER, né le 12 juillet 1979 à LAXOU (54), de nationalité française, demeurant 4 rue Georges Brassens, 66600 ESPIRA DE L'AGLY.

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 19 Juillet 2018 concernant SCI JENP, il convenait de lire Numéro SIREN 829 021 948.

Erratum à la publication de l'annonce pour la SASU AQUA INTERIM parue dans le Journal Toulousain n°795 du 28/06/2018. Il convient de modifier la date du PV d'AGE et de la dissolution au 19/05/2018.

Le GIP PPLE lance le portail : PPLE.fr

Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : PPLE.fr

Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**
ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **Infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.